

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT

Les trois vallons
B.P 131
38080 L'isle-D'abeau

Références : [20260205_RAP_InspCarriereGV_Montagnole_Pollutioneaux_Complet.odt](#)
Code AIOT : 0006101590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement VICAT implanté Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un signalement formulé par le CISALB et GRAND CHAMBÉRY qui, à la suite d'une plainte pour pollution, ont constaté en aval de la carrière une forte turbidité du ruisseau du Pontet (ruisseau du Vard), au droit de la commune de Jacob-Bellecombette.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole
- Code AIOT : 0006101590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de MONTAGNOLE est autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023. Cet AP autorise

la Société VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, sur le territoire de la commune de MONTAGNOLE. La superficie autorisée représente environ 90 ha et la durée de l'exploitation est fixée à 30 ans.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	1 mois
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1	/	Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite d'un signalement de pollution en matières en suspension (MES) du ruisseau du Pontet, relayé par le CISALB et Grand Chambéry, une visite d'inspection a été programmée dès le lendemain matin. Les constats réalisés sur site ont mis en évidence deux situations distinctes susceptibles d'être à l'origine de la pollution observée : l'une concernant la partie supérieure de la carrière, faisant l'objet d'un rapport distinct, et l'autre localisée au niveau de l'ancienne usine du Pontet, objet du présent rapport.

Ces éléments mettent une nouvelle fois en évidence que la gestion des eaux sur ce secteur ne respecte pas les dispositions réglementaires prescrites, tant par l'arrêté préfectoral du 06/04/2023 que par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/2025. Les observations réalisées sur site confirment en effet la présence persistante de rejets directs dans le milieu naturel et traduisent des dysfonctionnements durables dans la gestion des effluents par l'exploitant. Ces constats

caractérisent une non-conformité majeure au regard des prescriptions réglementaires précitées. Dans ce contexte, il est proposé à Madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral portant astreinte administrative afin de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte d'un montant journalier de **300 Euros** jusqu'à satisfaction des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 11/08/25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
Constats : <p>Les constats réalisés lors de la nouvelle visite d'inspection ont mis en évidence des écoulements d'eaux chargées en matières en suspension (MES) se déversant directement vers le ruisseau du Vard, sans que l'exploitant n'en ait informé le service d'inspection des installations classées, en méconnaissance de ses obligations déclaratives.</p> <p>Cette situation révèle à la fois un défaut manifeste de surveillance des installations sur cette problématique environnementale et une insuffisante sensibilisation du personnel présent sur site, notamment des agents en poste à l'entrée, qui étaient pourtant en mesure de détecter ces écoulements. Ces éléments, malgré les mesures déjà engagées par l'exploitant, traduisent des lacunes organisationnelles susceptibles de compromettre la prévention des atteintes aux intérêts protégés par la réglementation applicable aux ICPE.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>À la suite des constats formulés lors de la visite d'inspection du 09/07/2025, le préfet a pris le 11/08/2025 un arrêté préfectoral de mise en demeure enjoignant l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral du 06/04/2023 et de mettre en œuvre,</p>

dans les meilleurs délais, l'ensemble des mesures correctives et préventives nécessaires afin d'éviter le renouvellement d'un tel incident.

Or, les observations réalisées lors de la nouvelle inspection du 05/02/2026 mettent en évidence que les dispositions déjà mises en œuvre par l'exploitant n'ont pas permis de prévenir efficacement la réitération de ce type de dysfonctionnement, révélant ainsi l'insuffisance des mesures engagées au regard des exigences réglementaires applicables.

Dés lors, il est proposé à la Préfète de la Savoie, un projet d'arrêté préfectoral portant astreinte administrative afin de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte d'un montant journalier de 300 Euros jusqu'à satisfaction des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 11/08/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux circulant sur le site sont gérées de façon à éviter le rejet direct vers le milieu naturel. Les eaux transitent via un réseau de collecte (fossés) et de bassins. Ce traitement permet de clarifier les eaux par décantation et de retenir les éventuels hydrocarbures.[...] Il n'y a pas d'eau canalisée rejetées dans le milieu naturel, les eaux circulant sur le site étant gérées de manière à éviter le rejet direct et transitant via un réseau de collecte (fossés) et de bassins.

Constats :

La visite d'inspection du 09/07/2025 avait déjà montré que "la gestion des eaux sur le secteur de l'ancienne usine du Pontet (partie basse) nécessitait d'être rapidement amélioré au regard des constats formulés à la suite de l'incident impactant le ruisseau du Vard."

En effet, l'arrêté préfectoral du 06/04/23 impose à l'exploitant l'absence de rejets directs dans le milieu naturel. Or les constats effectués lors de la visite d'inspection montrent que cette interdiction n'est pas respectée considérant la présence de plusieurs regards d'évacuation des eaux pluviales directement connectés au cours d'eau. Cette remarque était d'autant plus dommageable que des constats réalisés en 2020 par le service d'inspection des installations classées relevaient déjà cette situation.

À la suite d'un nouveau signalement formulé par le CISALB, le service d'inspection a conduit une nouvelle visite d'inspection le 05/02/2026, laquelle a de nouveau mis en évidence la présence de rejets directs dans le milieu naturel, constitués d'eaux fortement chargées en matières en suspension (MES), en cours au moment du contrôle. Ces constats confirment la persistance de dysfonctionnements dans la gestion des effluents par l'exploitant, malgré les mesures précédemment prescrites.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les observations réalisées lors de la nouvelle inspection du 05/02/2026 mettent en évidence que les dispositions déjà mises en œuvre par l'exploitant n'ont pas permis de prévenir efficacement la réitération de ce type de dysfonctionnement, révélant ainsi l'insuffisance des mesures engagées au regard des exigences réglementaires applicables.</p> <p>Dés lors, il est proposé à la Préfète de la Savoie, un projet d'arrêté préfectoral portant astreinte administrative afin de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte d'un montant journalier de 300 Euros jusqu'à satisfaction des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 11/08/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Protection des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats effectués le jour de la visite d'inspection démontrent l'absence de garanties quant aux rejets directs des eaux de ruissellement dans le milieu naturel. Le schéma des réseaux et le plan des écoulements des eaux auraient dû mettre en évidence la présence de flux se rejetant directement dans le milieu naturel. Des mesures correctives auraient d'ores et déjà dû être mises en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un schéma exhaustif de l'ensemble des réseaux ainsi qu'un plan actualisé des écoulements des eaux, en cohérence avec la configuration actuelle du</p>

site. Ces documents devront faire apparaître de manière explicite les mesures correctives déjà mises en œuvre ainsi que celles restant à déployer, afin de permettre une évaluation claire de leur adéquation au regard des dysfonctionnements constatés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois